Déclaration préalable de la FSU 91 au CHSCTD du jeudi 7 mai 2020

Ce CHSCTD fait suite au 1er mai 2020, qui sonne dans nos esprits comme une fête du travail hautement symbolique. Plus que jamais, les travailleurs sont cette année à l'avant-scène : la crise sanitaire a mis sous la lumière ceux et celles qu'on oublie, ceux et celles qu'on ne voit pas, et qui pourtant continuent de travailler, malgré le danger, pour faire vivre la société ; le confinement révèle les grandes difficultés de ceux et celles qui travaillent à distance ou en présentiel, et qui souffrent de l'isolement et du recours abusif au tout numérique ; voilà maintenant bientôt deux mois que l'ensemble des agents de la fonction publique ne cesse d'assurer ses missions au service de la population, sans faiblir ni faillir. Quand pourrons-nous célébrer la fête du travail en bonne santé ? Certainement pas le 11 mai ! L'annonce du déconfinement progressif, de la réouverture des écoles, de la reprise des transports en commun, est le signe funeste du mépris de notre président et de notre ministre pour ses travailleurs et travailleuses.

Ce mépris se lit aussi dans le refus inadmissible et réitéré du gouvernement de reconnaître une infection au Covid 19 comme imputable au service pour les agents au contact du public. Les personnels du service public d'éducation et des collectivités territoriales intervenant dans les écoles et établissements scolaires seront particulièrement exposés à ce risque. Devant tant d'indifférence, comment peut-on envisager un retour sur le terrain sans angoisse ni inquiétude ? Pourquoi passer si vite d'une continuité pédagogique si vantée à un impératif de justice sociale ? Notre ministre s'intéresserait-il soudain au bien-être de nos élèves ? Que privilégie-t-on vraiment par cette réouverture sans préparation, sans concertation, formulée contre l'avis du Conseil Scientifique ? L'urgence est un véritable risque professionnel que M. Blanquer ne mesure pas. Cette urgence met en péril tous les personnels, quels qu'ils soient et quelles que soient leurs missions : parce qu'elle les empêche d'évaluer avec rigueur les risques qu'ils encourent, parce qu'elle les empêche de penser sereinement l'organisation collective de leur travail, parce qu'elle les rend responsables d'une décision qu'ils n'ont pas prise.

Il est donc urgent de réagir ! La FSU 91 vous interpelle solennellement, Mme la Directrice Académique, et vous demande cette réaction. Plus que jamais le CHSCTD doit jouer son rôle, en vous incitant aujourd'hui à prendre le temps de construire une réponse adaptée à cette crise sanitaire : bon nombre de GT et de visites ont été annulés cette année, sur la charge de travail des directeurs et directrices d'école, sur l'inclusion scolaire. Ces questions sont pourtant au cœur de nos préoccupations en ce moment même ! Les directeurs et directrices

connaissent actuellement une pression immense et inacceptable, entre l'organisation de la reprise, la gestion Affelnett, la gestion des passages. Les AESH manifestent leurs grandes inquiétudes devant des préconisations qui entrent bien souvent en contradiction avec leur posture et leurs gestes professionnels. Il faut savoir créer les conditions d'une école bienveillante et inclusive, même par temps de crise. Le protocole sanitaire national constitue en soi une tâche d'apprentissage complexe mais incompatible avec la réalité du terrain. De la PS au CM2, les élèves ne toussent pas et n'éternuent pas dans leur coude ; respecter 1 m de distanciation sociale (distance insuffisante en cas d'éternuement) est impossible en dehors de la classe ou de la cantine. En maternelle, apprendre aux enfants à se laver les mains correctement prend plusieurs années. Leur demander de se les laver minimum 8 fois par jour, comme le préconise le protocole, en condamnant un robinet sur deux afin de respecter les distanciations sociales requises est utopique, en plus d'être chronophage. Comment travailler en maternelle sans matériel puisque tout est collectif et à manipuler, et qu'il est impossible de désinfecter un jeu par élève à chaque changement d'activité ? Plus grave : que penser de la scolarisation et des apprentissages des élèves dans ces conditions ? aucun contact physique, limitation des déplacements, aucune manipulation possible sans risque, pas de coloriage puisque pas de feutres, pas de coin jeux ni de coin bibliothèque, une récréation sans contact et sans jeux de cour, des activités physiques et sportives réduites à néant puisque pas de ballon, ni rondes ni danses, pas de parcours de motricité, pas de jeu collectif… L'école qui ouvrira bientôt ses portes se révèle injonctive et maltraitante, tant pour les élèves que pour les personnels, parce qu'elle contredit pleinement les valeurs que nous défendons au quotidien depuis toujours : la socialisation et le vivre ensemble.

L'urgence est l'ennemie de la prévention. Certaines communes l'ont bien compris et prennent d'ailleurs la décision de ne pas ouvrir leurs écoles maternelles. Nous exigeons donc collectivement de la réflexion, du temps et des protections dignes de ce nom, pour anticiper au mieux les obstacles et les difficultés et éviter le sacrifice de l'Education Nationale sur l'autel de l'économie.